

## **Discours pour la cérémonie de parrainage républicain du vendredi 26 janvier 2018 à l'Hôtel de ville de Grenoble.**

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les élu(e)s , marraines et parrains, filleul(e)s, accueilli(e)s de l'Apardap, militants associatifs, citoyennes et citoyens d'ici et du monde, amis et réfugiés d'Allemagne venus assister à notre parrainage républicain,

C'est un grand bonheur pour nous, association APARDAP, d'être accueillis, en ce premier mois de l'année 2018 dans cette maison commune pour la première cérémonie de parrainage républicain de l'année. Nous vous en remercions. Un bonheur car il y aura 10 ans cette année que l'Apardap a vu le jour en tant qu'association et qu'elle fêtera cet anniversaire, anniversaire de dix ans de lutte aux côtés des exilés venus demander accueil, hospitalité et protection à notre pays, dix ans et une nécessité absolue, urgente d'être toujours là, d'amplifier notre action, tant les vents mauvais semblent en ce moment prendre le dessus. Car il n'a jamais été aussi dur aujourd'hui de demander la protection de la France lorsqu'on est contraint de devoir quitter son pays, sa terre natale, il n'a jamais été aussi dur de faire entendre sa voix alors que tant de voix justement s'élèvent et de tous bords pour demander au gouvernement une autre politique d'accueil envers les migrants : des intellectuels, des écrivains dont le prix de Nobel de littérature, des artistes, des scientifiques, des chercheurs , des associations caritatives à très large public, des associations humanitaires , militantes de l'urgence sociale, des syndicats, disent à l'Etat : « vous faites fausse route, votre analyse des problèmes est erronée, vos solutions n'en sont pas, et le pragmatisme froid et inhumain dont vous vous targuez conduira à toujours plus d'errance, de misère, de précarité et d'indignité » Le Défenseur des Droits lui-même demande au gouvernement d'annuler la circulaire du 12 décembre qui fait l'unanimité contre elle. Mais tous ces acteurs de la société civile ne semblent pas être entendus , ils sont même montrés du doigt, stigmatisés, poursuivis dans leurs actions de solidarité et on les somme de prendre leurs responsabilités quand on ne rajoute pas qu'ils sont confus, ou pleins de faux bons sentiments ou que les associations d'aide aux migrants ne sont constituées que de militants extrémistes...Alors il va falloir trouver tous les moyens de se faire entendre , d'unir nos forces car nous avons une bataille à mener :

Une bataille dans l'opinion contre l'ignorance, les préjugés, le rejet et quelquefois la haine

Une bataille contre le tri des migrants, contre la sélection entre les bons réfugiés et les mauvais migrants économiques, contre la violence des décisions administratives, la violence des mots et des circulaires, la violence de certaines forces policières, la violence des enfermements et des expulsions. Une bataille contre la circulaire du 12 décembre, la circulaire de la honte, qui veut briser l'inconditionnalité de l'hébergement d'urgence et aller trier les migrants jusque dans les lieux où ils ont trouvé refuge pour quelques nuits.

Une bataille contre l'inhumanité organisée contre d'autres hommes, contre toutes les stratégies pour tenter de rendre invisible la misère de notre accueil en France, et la façon indigne dont le gouvernement traite les mineurs non accompagnés. Le préfet des Alpes maritimes vient d'être condamné par le tribunal administratif pour avoir refoulé un enfant érythréen de 12 ans et l'avoir abandonné seul de l'autre côté de la frontière italienne.

Nous avons le devoir de dire aux autorités qui nous gouvernent : « vous vous trompez , une autre politique migratoire est possible » et elle est absolument nécessaire.

Monsieur le Maire, vous l'avez déjà fait lorsqu'à Briançon le mois dernier avec le Réseau des Elus de l'Isère, vous avez fait honneur à votre mandat en interpellant le président de la République et en lui rappelant que rien ni personne n'empêcheront celle, celui qui a dû fuir son pays ,qui a franchi des déserts et des mers au risque de sa vie, qui a vu mourir sous ses yeux nombre de ses frères d'infortune, rien ni personne n'empêcheront celle, celui, qui veut une vie meilleure pour sa famille, de passer les barbelés, les rivières, les cols de haute montagne en plein hiver . Et si vous les empêchez de passer , ils trouveront d'autres chemins, et si vous les expulsez, eux ou leurs frères reviendront tant que les causes qui les ont fait partir perdureront.

Le hasard nous a fait naître ici, mais chacun de nous pourrait être l'Autre, le migrant, l'exilé. Nous sommes les premiers des migrants , nous dont l'ancêtre commun est né en Ethiopie. Tous différents, notre point commun, c'est bien d'être des Hommes sur la planète Terre et d'avoir les mêmes droits liés à notre condition d'homme. En 1948, après l'ignominie de l'Holocauste, nous les avons gravés dans une Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, en y affirmant dans l'article 13 notre liberté de nous déplacer partout dans ce monde. En 1951, à travers la Convention de Genève, nous avons créé le droit à la protection internationale pour tous ceux qui fuient les persécutions en raison de leur religion, de leurs opinions, de leur appartenance à un groupe ethnique. Plus tard , parce que notre prise de conscience a progressé, nous avons rajouté la protection subsidiaire pour ceux et celles victimes de violence liées à leur genre, ou à leur orientation sexuelle. Le temps viendra où nous devons reconnaître à leur tour les réfugiés climatiques et économiques , victimes des guerres économiques, du pillage organisé des richesses par leurs propres dirigeants ou par les puissances occidentales .

L'on en est hélas très loin. L'Europe s'organise pour fermer ses frontières, pour se rejeter ses migrants indésirables d'un pays à l'autre au nom du fameux règlement Dublin et l'on assiste à l'absurdité suivante qui fait que la France dépense un argent considérable pour expulser vers des pays tiers 1300 personnes qui ont eu le malheur de laisser leurs empreintes dans le premier pays européen où elles ont posé les pieds tandis qu'elle est sommée de reprendre en charge le même nombre quasiment qui n'avaient pas envie d'y vivre. Quel gachis humain et financier ! Certains avaient déjà appris le français, commencé à s'intégrer, noué des liens en France, entamé des études ; c'est le cas de ce jeune Guinéen, Ousmane Kouyaté, étudiant en master 1 de Sociologie à l'Université de Grenoble, qui sera notre premier parrainé, soutenu par les présidents de l'Université grenobloise, et dont la situation témoigne à elle seule de l'absurdité et de l'inhumanité de ces règlements Dublin qui prétendent déplacer les gens comme des pions sur un jeu d'échecs.

Parce que la solidarité existe et s'organise sur notre département comme partout en France, il y a quand même des raisons de ne pas désespérer de la condition humaine. Ici ,sur le territoire de l'Université, dans des locaux désaffectés, un groupe de 60 migrants, souvent demandeurs d'asile, ont trouvé un hébergement pour la période hivernale avec l'aide d'associations militantes et l'assentiment de la direction de l'Université. Cet hébergement, pourtant précaire, ils l'ont préféré à un gymnase anonyme ; il est devenu un lieu de vie et s'autogère avec l'aide de nombreux citoyens : des liens fraternels se créent . Tout à l'heure encore, nous célébrerons les premiers parrainages nés du Patio solidaire, quel beau nom ! Dans tout le département, les citoyens se regroupent en collectifs et accueillent des migrants ,dans le Vercors, la Chartreuse, le Trièves, le Grésivaudan, dans le nord Dauphiné, dans le Voironnais . De la vallée de la Roya au Briançonnais, des femmes, des hommes se

font passeurs d'humanité et sauvent d'autres hommes en danger de mort : ils exercent leur devoir de solidarité pour un accueil digne et serein de ceux qui frappent à notre porte ; ils exercent leur devoir d'hospitalité. Des Etats généraux nationaux des migrations se préparent, dont Migrants en Isère a été précurseur ici à Grenoble en décembre 2016.

Pour vous les futur(e)s marraines, parrains qui allez entamer avec vos protégés, vos filleul(e)s, ce bout de chemin ,cet accompagnement , la route ne sera pas facile . Cet engagement réciproque , symbolique, devant les élus de la République ceints de leur écharpe tricolore , donne à votre acte et à leur signature, une force inestimable : celle de l'évidence de la légitimité de notre combat à toutes et tous ici réunis ;

Bon vent à vous !

Je vous remercie.

**Patricia L'Ecolier Co-présidente de l'APARDAP (association de parrainage républicain des demandeurs d'asile et de protection)**